EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS			
	ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE	
Zone française et Tanger	Un an..	60 fr.	90 fr.
	6 mois..	35 "	50 "
	3 mois..	25 "	30 "
France et Colonies	Un an..	75 "	120 "
	6 mois..	45 "	70 "
	3 mois..	30 "	40 "
Étranger	Un an..	100 "	150 "
	6 mois..	70 "	100 "
	3 mois..	40 "	60 "

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1^o Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2^o Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 fr. 50
Édition complète.....	2 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	La ligne de 27 lettres	3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-reclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

AVIS AUX ABONNÉS

Il est rappelé aux abonnés qu'il a été publié, au cours de l'année 1938, six numéros hors série portant respectivement les numéros 1317 bis, 1331 bis, 1333 bis, 1339 bis, 1342 bis et 1352 bis.

Les abonnés qui ne seraient pas en possession de tous ces numéros hors série, et qui désireraient compléter leur collection, pourront se les procurer à l'Imprimerie officielle aux conditions habituelles.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET REGLEMENTATION GENERALE

Dahir du 10 novembre 1938 (17 ramadan 1357) portant création d'une commission d'intérêts locaux à Moulay-Idris	2
Dahir du 25 novembre 1938 (2 chaoual 1357) modifiant le dahir du 12 novembre 1932 (12 rejeb 1351) relatif au régime des tabacs au Maroc	2
Dahir du 16 décembre 1938 (23 chaoual 1357) modifiant et complétant le tableau annexé au dahir du 1 ^{er} mai 1931 (13 hija 1349) instituant un régime de pensions civiles en faveur des fonctionnaires du Makhzen et des cadres spéciaux appartenant aux administrations du Protectorat	3
Dahir du 23 décembre 1938 (30 chaoual 1357) autorisant en cours de carrière l'option pour le régime des pensions civiles en faveur des fonctionnaires civils affiliés à la caisse de prévoyance marocaine	3
Dahir du 27 décembre 1938 (5 kaada 1357) réglementant l'exportation et la réexportation des produits des mines de potasse	4
Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) réglant les droits de patente pour certaines professions non dénommées au tarif annexé au dahir du 9 octobre 1920 (25 moharrem 1339)	4

TEXTES ET MESURES D'EXECUTION

Dahir du 8 novembre 1938 (15 ramadan 1357) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Port-Lyautey)	5
Dahir du 10 novembre 1938 (17 ramadan 1357) autorisant la vente de parcelles de terrain domanial (Taza)	5
Dahir du 10 novembre 1938 (17 ramadan 1357) ratifiant un acte de vente intervenu entre l'Etat et un particulier (Casablanca)	5
Dahir du 17 novembre 1938 (24 ramadan 1357) abrogeant le cahier des charges annexé au dahir du 11 juin 1928 (22 hija 1346) autorisant la vente des lots domaniaux du centre urbain de Sidi-Slimane, et fixant les nouvelles modalités d'attribution de ces lots (Port-Lyautey)	6
Dahir du 23 novembre 1938 (30 ramadan 1357) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications au plan et règlement d'aménagement du quartier du Plateau, à Safi	7
Dahir du 23 décembre 1938 (1 ^{er} kaada 1357) portant approbation de l'avenant n° 15 du 25 novembre 1938 à la convention de concession du port de Fedala, du 30 juillet 1913, et au cahier des charges y annexé, et autorisant la Compagnie du port de Fedala à anticiper le remboursement des obligations émises en 1921	7
Dahir du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications au plan et règlement d'aménagement du quartier industriel-est, à Casablanca	8
Arrêté viziriel du 4 octobre 1938 (9 chaabane 1357) ordonnant la délimitation de trois immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu Aït Rechida (Guercif)	9
Arrêté viziriel du 10 octobre 1938 (15 chaabane 1357) homologuant les opérations de la délimitation n° 368 de l'immeuble collectif dénommé « Soullah des Oulad Sidi Cheikh », situé sur le territoire de la tribu Haouz (Marrakech-banlieue)	9
Arrêté viziriel du 10 novembre 1938 (17 ramadan 1357) portant nomination des membres de la commission d'intérêts locaux de Moulay-Idris	10
Arrêté viziriel du 17 novembre 1938 (24 ramadan 1357) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition de parcelles de terrain par la ville de Sefrou	10
Arrêté viziriel du 19 novembre 1938 (26 ramadan 1357) homologuant les opérations de délimitation des massifs boisés d'Ingrad, de Tamanar-nord et Tamanar-sud	11
Arrêté viziriel du 19 novembre 1938 (26 ramadan 1357) ordonnant la délimitation des massifs boisés de l'annexe de Ouarzazate	12

Arrêté viziriel du 24 décembre 1938 (1 ^{er} chaoual 1357) relatif à l'exploitation du service public de distribution d'eau dans la ville de Fedala	12
Arrêté résidentiel portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Office des familles nombreuses françaises	12
Arrêté du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, fixant le taux des indemnités servies sur les budgets des services municipaux aux médecins chargés de la direction des bureaux d'hygiène	13
Arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, portant agrément des docteurs en médecine et chirurgiens-dentistes français diplômés dans le cabinet desquels le stage dentaire peut être accompli	13
Décision du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat fixant les indemnités attribuées aux patrons, employés et ouvriers, membres du conseil de prud'hommes de Rabat	13
Arrêté du directeur général des travaux publics relatif à la réglementation des extractions de sable ou de matériaux quelconques sur le domaine public maritime	14
Décision du directeur général des travaux publics portant agrément d'un médecin pour la délivrance du certificat médical en vue de l'obtention du certificat de capacité pour la conduite des véhicules affectés à des transports en commun, ou dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos	14
Arrêté du directeur des affaires économiques fixant le taux de la taxe compensatrice de stockage pour les sucres	14
Arrêté du directeur des affaires économiques fixant le taux de la taxe compensatrice de stockage pour les laits en boîtes	15
Arrêté du directeur des affaires économiques relatif à la rétrocession des alcools acquis par le Bureau des vins et des alcools	15
Commission d'avancement du personnel de la trésorerie générale	15
Commission d'avancement et conseil de discipline du personnel de l'enseignement du second degré	15
Comité consultatif du mouvement, conseil de discipline et commission d'avancement du personnel de l'enseignement primaire	15
Résultat de l'examen pour l'emploi de vérificateur adjoint stagiaire des poids et mesures	16

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	16
Admission à la retraite	16
PARTIE NON OFFICIELLE	
Bourses d'internat primaire en 1939	16
Dates des examens en 1939	16
AVIS de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs dans diverses localités	17
Statistiques des opérations de placement pendant la semaine du 19 au 25 décembre 1938	17

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

DAHIR DU 10 NOVEMBRE 1938 (17 ramadan 1357)
portant création d'une commission d'intérêts locaux
à Moulay-Idris.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne !

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Moulay-Idris une commission consultative dite « commission d'intérêts

locaux », dont l'avis doit être pris sur toutes les questions d'ordre local relatives à la voirie, à l'éclairage, au balayage, aux lotissements, aux aménagements urbains et travaux d'édilité intéressant ce centre.

La commission peut présenter des vœux sur les mêmes questions.

ART. 2. — La commission est présidée par le caïd et comprend neuf membres, sujets marocains, désignés parmi les chorfa et nommés par Notre Grand Vizir.

L'autorité de contrôle assiste et prend part aux délibérations de la commission.

ART. 3. — Les membres de cette commission sont nommés pour trois ans, tout membre sortant ne pouvant être désigné à nouveau qu'après un délai de deux ans.

Le renouvellement des membres s'effectue par tiers tous les ans, la première série sortante étant désignée par voie de tirage au sort.

ART. 4. — Notre Grand Vizir est chargé de prendre, sur la proposition du directeur des affaires politiques, tous arrêtés nécessaires pour l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 17 ramadan 1357,

(10 novembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 novembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

DAHIR DU 25 NOVEMBRE 1938 (2 chaoual 1357)
modifiant le dahir du 12 novembre 1932 (12^{er} rejeb 1351)
relatif au régime des tabacs au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne !

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le premier alinéa de l'article 77 du dahir du 12 novembre 1932 (12 rejeb 1351) relatif au régime des tabacs au Maroc, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 77. — Lorsque les agents de la régie ou autres agents qualifiés, auront connaissance qu'il existe soit un dépôt frauduleux de tabac ou de kif, soit des moyens de fabrication ou de vente clandestine de tabac ou de kif dans une maison, une boutique ou un magasin, des perquisitions pourront y être faites avec l'assentiment de l'autorité locale de contrôle et en présence d'un seul délégué de cette autorité ou d'un officier de police judiciaire. »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 2 chaoual 1357,

(25 novembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 novembre 1938.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

DAHIR DU 16 DÉCEMBRE 1938 (23 chaoual 1357)
modifiant et complétant le tableau annexé au dahir du
1^{er} mai 1931 (13 hija 1349) instituant un régime de pensions
civiles en faveur des fonctionnaires du Makhzen et des
cadres spéciaux appartenant aux administrations du Pro-
tectorat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé au dahir du
1^{er} mai 1931 (13 hija 1349) instituant un régime de pen-
sions civiles en faveur des fonctionnaires du Makhzen et
des cadres spéciaux appartenant aux administrations du
Protectorat, qui a fixé les catégories de fonctionnaires
soumises au régime des pensions civiles, est complété
ainsi qu'il suit :

Affaires chérifiennes

2° MAKHZEN CENTRAL ET JUSTICE CHÉRIFIENNE

Khalifas du Sultan et mahakmas

Khalifas du Sultan 112.000 fr.
(La suite sans modification.)

Pachas, caïds, khalifas des pachas et caïds

Casablanca :

4^e khalifa 18.000 fr.

Marrakech :

3^e khalifa 24.000 fr.

4^e khalifa 24.000

Fès :

1^{er} khalifa 38.400 fr.

2^e khalifa 30.840

3^e khalifa 30.840

Caïd de Mazagan 39.600 fr.

Mogador :

khalifa 19.200 fr.

Pacha d'Oujda 35.700 fr.

Pacha de Sefrou 26.400 fr.

Caïd de Port-Lyautey 24.000 fr.

Pacha d'Aïn-Chaïr 26.400 fr.

Caïd de Nedegha et Rctéb 24.960 fr.

3^e ADMINISTRATION CHÉRIFIENNE DANS LA ZONE DE TANGER

Secrétaires ou interprètes

(1^{re}, 2^e et 3^e classes sans modification.)

4 ^e classe	15.180 fr.
5 ^e classe	13.200
6 ^e classe	11.320

4° HAUT ENSEIGNEMENT MUSULMAN

Conseil de perfectionnement de l'Université de Qaraouiyne

Ajouter :

3 ^e membre	19.200 fr.
-----------------------------	------------

(La suite sans modification.)

Médersa Ben Youssef à Marrakech

Professeur du cycle secondaire	10.200 fr.
Professeur du cycle primaire	7.650
Secrétaire	7.650

Instruction publique

PERSONNEL INDIGÈNE DE L'ENSEIGNEMENT

a) *Personnel indigène de l'enseignement secondaire*

Professeurs chargés de cours d'arabe non citoyens
français :

1 ^{re} classe	32.000 fr.
2 ^e classe	28.800
3 ^e classe	25.600
4 ^e classe	22.400
5 ^e classe	19.200
6 ^e classe	16.000

Mouderrès de collège musulman :

(Sans modification.)

ART. 2. — Les dispositions du présent dahir prendront
effet à compter du 1^{er} octobre 1937, en ce qui concerne les
professeurs chargés de cours d'arabe non citoyens fran-
çais.

Fait à Rabat, le 23 chaoual 1357,
(16 décembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

DAHIR DU 23 DÉCEMBRE 1938 (30 chaoual 1357)

autorisant en cours de carrière l'option pour le régime des
pensions civiles en faveur des fonctionnaires civils affi-
liés à la caisse de prévoyance marocaine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 4 mars 1930 (3 chaoual 1348) accordant
aux fonctionnaires civils affiliés à la caisse de prévoyance
le droit d'opter pour le régime des pensions civiles complété
par le dahir du 17 février 1931 (28 ramadan 1349).

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les fonctionnaires civils, citoyens français, appartenant aux cadres généraux des administrations du Protectorat, affiliés à la caisse de prévoyance marocaine pourront, en cours de carrière, demander leur affiliation anticipée à la caisse marocaine des retraites en vue de bénéficier du régime des pensions civiles lors de la cessation de leurs fonctions.

Le compte retenues et subventions à la caisse de prévoyance marocaine de ces fonctionnaires arrêté à la date d'affiliation sera transféré à la caisse marocaine des retraites.

Fait à Rabat, le 30 chaoual 1357,
(23 décembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

DAHIR DU 27 DÉCEMBRE 1938 (5 kaada 1357)
réglementant l'exportation et la réexportation des produits
des mines de potasse.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne !

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'exportation et la réexportation, hors de la zone française de l'Empire chérifien, des produits des mines de potasse suivants :

1° Sels bruts de potasse : substances minérales contenant du potassium, extraites des mines de potasse ;

2° Sels raffinés de potasse : chlorure de potassium, sulfate de potasse, sulfate double de potasse et de magnésie ;

3° Sels mélangés : tous mélanges des sels bruts et des sels raffinés visés ci-dessus,

ne peut avoir lieu sans autorisation.

ART. 2. — Les permis d'exportation et de réexportation sont délivrés par le directeur des affaires économiques.

ART. 3. — Les dispositions des articles 3, 4 et 5 du dahir du 14 janvier 1922 (15 joumada I 1340) relatif à l'exportation de certains animaux et de certaines marchandises sont applicables au présent dahir.

ART. 4. — Le présent dahir entrera en vigueur le 28 décembre 1938, ses dispositions étant applicables aux marchandises non embarquées à cette date.

Fait à Rabat, le 5 kaada 1357,
(27 décembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938

(6 kaada 1357)

régulant les droits de patente pour certaines professions non dénommées au tarif annexé au dahir du 9 octobre 1920 (25 moharrem 1339).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 octobre 1920 (25 moharrem 1339) portant établissement de l'impôt des patentes, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les droits de patente à percevoir à raison de l'exercice des professions énumérées ci-après, sont fixés ainsi qu'il suit :

TABLEAU A

Deuxième classe

Chaussures (Marchand de) vendant en gros.

Glaces ou miroirs (Marchand de) vendant en gros.

Troisième classe

Chaussures (Marchand de) vendant en demi-gros.

Glaces ou miroirs (Marchand de) vendant en demi-gros.

Quatrième classe

Glaces ou miroirs (Entrepreneur de la fourniture, de la pose de).

- Lunetier opticien (Marchand).

Motocyclettes (Marchand de).

OEUfs en demi-gros (Marchand d'). — Celui qui groupe par quantités de 1.600 à 3.200 œufs.

Sixième classe

Billets de loterie entiers ou fractionnés (Vendeur pour son compte ou à la commission).

Garde-meubles (Exploitant de).

Pensions de chiens, chats, etc. (Tenant).

TABLEAU B

Deuxième classe

	TAXE	
	Fixe	Variable
Engrais (Fabricant d')	20 francs	»
Par ouvrier	»	12 francs

Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

DAHIR DU 8 NOVEMBRE 1938 (15 ramadan 1357)
 autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial
 (Port-Lyautey).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne !

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, par voie d'adjudication aux enchères publiques et sur mise à prix de trois mille francs (3.000 fr.), la vente d'une parcelle de terrain domanial dite « Lot n° 5 bis de la Merdja kébira », sise aux environs de Sidi-Yahia (Port-Lyautey), d'une superficie approximative de dix hectares (10 ha.).

ART. 2. — Le procès-verbal d'adjudication devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 15 ramadan 1357,
 (8 novembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 novembre 1938.

Le Commissaire résident général,
 NOGUÈS.

DAHIR DU 10 NOVEMBRE 1938 (17 ramadan 1357)
 autorisant la vente de parcelles de terrain domanial (Taza).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne !

Considérant l'intérêt que présente le rajustement des lots de colonisation n°s 30 et 33 du lotissement de l'« Innaouen-Taza » ;

Vu l'avis émis par le sous-comité de colonisation, dans ses séances des 24 octobre 1934, 7 août et 28 novembre 1935,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajustement des lots de colonisation n°s 30 et 33 du lotissement de l'« Innaouen-Taza », la vente aux attributaires de ces lots de trois parcelles de terrain domanial constituant l'ancien lot « Innaouen-Taza » n° 34, désignées au tableau ci-après :

DESIGNATION DU LOT. rajusté	NOM de l'attributaire	PARCELLE CÉDÉE			
		Désignation	Numéro du S.C.	Superficie approximative	PRIX de vente
« Innaouen-Taza » n° 30.....	M. Mazaurin Jules.....	« Innaouen-Taza » n° 30 bis :	525 T. R.	Ha. A. Ca.	87.858 francs
		1 ^{re} parcelle		24 31 46	
		2 ^e parcelle		55 55 63	
« Innaouen-Taza » n° 33.....	M. Ponsot Adolphe.....	« Innaouen-Taza » n° 33 bis.	id.	79 90 01	87.890 francs

ART. 2. — Le prix de vente des parcelles vendues sera payable dans les mêmes conditions que celui des lots rajustés auxquels les nouvelles parcelles seront incorporées et dont elles suivront le sort.

ART. 3. — Les actes de vente devront se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 17 ramadan 1357,
 (10 novembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 novembre 1938.

Le Commissaire résident général,
 NOGUÈS.

DAHIR DU 10 NOVEMBRE 1938 (17 ramadan 1357)
 ratifiant un acte de vente intervenu entre l'Etat
 et un particulier (Casablanca).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne !

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est ratifié, tel qu'il est annexé à l'original du présent dahir, l'acte de vente, en date des 23 août et 1^{er} septembre 1938, intervenu entre l'Etat et Si Mohamed ben Mehdi Torkmani Elbeïdaoui.

Fait à Rabat, le 17 ramadan 1357,
 (10 novembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 novembre 1938.

Le Commissaire résident général,
 NOGUÈS.

DAHIR DU 17 NOVEMBRE 1938 (24 ramadan 1357)
abrogeant le cahier des charges annexé au dahir du 11 juin 1928 (22 hija 1346) autorisant la vente des lots domaniaux du centre urbain de Sidi-Slimane, et fixant les nouvelles modalités d'attribution de ces lots (Port-Lyautey).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions du cahier des charges annexé au dahir du 11 juin 1928 (22 hija 1346) autorisant la vente des lots domaniaux du centre urbain de Sidi-Slimane (Port-Lyautey).

ART. 2. — Toutes les attributions qui seront consenties dans le lotissement domaniale existant seront soumises aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent dahir, à compter de la date de publication de ce dernier au *Bulletin officiel*.

ART. 3. — Les actes d'attribution devront se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 24 ramadan 1357,
(17 novembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 novembre 1938.

Le Ministre plénipotentiaire,

Délégué à la Résidence générale,

J. MORIZE.

* * *

CAHIER DES CHARGES

Lotissement urbain de Sidi-Slimane.

1° *Conditions de cession.* — En vue de favoriser le développement du centre agricole de Sidi-Slimane, il a été décidé que les lots à bâtir du centre seront loués de gré à gré avec promesse conditionnelle de vente pour une durée de quinze mois, moyennant un loyer annuel de vingt centimes par mètre carré, payable d'avance, à la perception de Sidi-Slimane, aux conditions ci-après exposées :

Les lots mis en location sont marqués par un numéro d'ordre et délimités au plan du lotissement.

2° *Dépôt et transmission des demandes.* — Toute personne apte à contracter et dont l'honorabilité et la solvabilité seront reconnues, pourra solliciter l'attribution d'un lot.

Elle devra, dans ce but, déposer au contrôle civil de Petitjean, une demande qui devra indiquer :

a) La nature, l'importance et la destination de l'immeuble dont le demandeur entreprendra la construction ;

b) Le numéro des lots, par ordre de priorité, dont le demandeur désire obtenir la location avec promesse de vente.

Attribution des lots et réalisation des locations avec promesse de vente.

La commission d'attribution sera composée de :

MM. le contrôleur civil, chef de la circonscription de contrôle civil de Petitjean, ou son délégué ;

le chef de la circonscription domaniale de Rabat.

Dans le cas où plusieurs personnes présentant les mêmes garanties demanderaient l'attribution d'un même lot, la commission devra avoir recours au tirage au sort en présence des intéressés ou de leurs représentants.

Lorsqu'il aura été statué sur les demandes, les intéressés seront avisés de la décision prise par les soins du chef de la circonscription domaniale de Rabat.

Après acceptation des intéressés, ceux-ci ou leurs mandataires seront invités à passer un contrat de location avec promesse de vente.

Clauses générales

ARTICLE PREMIER. — Aucune personne ne pourra se rendre locataire de plus d'un seul lot, sauf dans le cas où l'immeuble qu'elle se propose de créer à Sidi-Slimane nécessiterait une superficie supérieure à celle d'un lot. La commission d'attribution statuera sur la recevabilité des demandes tendant à l'attribution de lots supplémentaires.

ART. 2. — Le preneur déclarera bien connaître l'immeuble loué. Il le prendra tel qu'il se poursuit et comporte, selon les limites indiquées au plan et piquetées sur le terrain, avec toutes ses servitudes apparentes ou occultes et sans qu'il puisse y avoir action en résiliation de bail pour vice caché, ni pour erreur de contenance et d'évaluation inférieure au vingtième de la surface déclarée au plan.

En cas d'erreur de contenance supérieure au vingtième et constatée contradictoirement par acte d'adoul en présence d'un agent des domaines ou des travaux publics et du preneur ou de son mandataire, ce dernier aura la faculté de poursuivre, soit la résiliation du contrat, soit la restitution d'une part du loyer proportionnelle à la surface en moins. La requête aux fins de mesurage contradictoire devra, pour être recevable, avoir été déposée au contrôle civil de Sidi-Slimane, dans un délai de deux mois à dater de la passation du contrat de location. L'administration ne pourra éluder la requête, les frais de l'opération seront supportés par le locataire.

ART. 3. — Si à l'expiration du délai de 15 mois fixé ci-dessus, le locataire a édifié sur le lot loué des constructions en matériaux durables (pierres, briques, ciment) représentant une dépense minimum de cinquante francs par mètre carré de surface louée, il aura le droit d'acheter le terrain moyennant le paiement d'un prix fixé d'ores et déjà à cinq francs le mètre carré.

Il sera procédé en ce cas sur la demande du locataire, par les soins de l'administration, à la constatation de l'exécution de la clause de mise en valeur prévue ci-dessus.

En cas de contestation entre le représentant de l'administration et le locataire sur la valeur de la construction édifiée, deux experts désignés par chacune des parties seront appelés à se prononcer. A défaut d'accord, ils désigneront un tiers arbitre pour les départager. Les frais d'expertise seront supportés par la partie succombante.

ART. 4. — Les constructions ne pourront dépasser la hauteur d'un étage sur rez-de-chaussée et devront être édifiées au centre du terrain loué, sauf s'il s'agit de constructions devant être édifiées à cheval sur les lots.

En ce qui concerne les lots en bordure des avenues de 20 mètres de largeur, il est interdit de construire à moins de 3 mètres de retrait de l'alignement de la voie publique. Seule la construction d'escaliers, péristyles, etc., ou l'aménagement de jardins seront autorisés sur cette bande.

Toutefois, des dérogations pourront être consenties au profit d'attributaires qui, désireux de construire des immeubles de rapport ou à usage commercial, en auront fait la demande à l'autorité locale de contrôle.

ART. 5. — Indépendamment des constructions imposées pour la mise en valeur du lot, l'attributaire devra obligatoirement entourer le terrain loué d'une clôture (mur en maçonnerie d'une hauteur minimum d'un mètre ou mur bahut de 1 mètre de haut surmonté d'une claire-voie).

ART. 6. — Pendant la période de 15 mois, il est interdit à l'attributaire de sous-louer tout ou partie de l'immeuble, sans autorisation expresse et écrite de l'administration.

En cas de réalisation de la vente dans les conditions ci-dessus indiquées, le preneur disposera de l'immeuble acquis comme bon lui semblera.

ART. 7. — Le preneur s'engage pour lui et ses ayants droit à se soumettre à tous les règlements de police et de voirie existant ou à intervenir, ainsi qu'à tous impôts d'Etat ou taxes municipales existant ou à créer.

ART. 8. — En conformité des dispositions de l'article 7 du dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) sur l'immatriculation des immeubles et du dahir du 5 juin 1915 (22 regeb 1333), l'acquéreur s'engage à requérir à ses frais l'immatriculation de l'immeuble par lui acquis, dans un délai de six mois, à dater du jour de la passation de l'acte de vente.

A cet effet, le chef de la circonscription domaniale déposera à la conservation de la propriété foncière de Rabat, l'original de l'acte de vente revenant à l'attributaire. Ce dernier sera avisé de ce dépôt.

ART. 9. — En cas de non-exécution de l'une quelconque des clauses ci-dessus, l'administration aura la faculté, soit de poursuivre à l'encontre du preneur ou de ses ayants droit, l'exécution intégrale du contrat, soit d'en prononcer la résiliation pure et simple. Toutefois, une commission de constat de l'état de mise en valeur des lots, composée : du contrôleur civil de Petitjean, du chef de la circonscription domaniale de Rabat et de l'ingénieur subdivisionnaire des travaux publics, ou son délégué, pourra proposer un délai pour permettre à l'attributaire de se mettre en règle. La location sera alors prolongée.

En cas de résiliation, l'Etat est fondé à reprendre possession de l'immeuble sans qu'il y ait lieu à indemnité pour les améliorations apportées au fonds.

ART. 10. — Les attributaires seront avisés que les facilités accordées par l'administration pour permettre l'implantation à Sidi-Slimane sont consécutives, non à une offre de l'administration mais à une demande formelle des attributaires, qu'ils ont sous leur propre responsabilité examiné les résultats à escompter de leur installation dans ce centre et qu'ils n'ont à attendre de l'administration aucune extension de superficie, aucune attribution nouvelle et aucun outillage économique et agricole.

ART. 11. — Les frais d'établissement d'acte, de timbre et d'enregistrement des contrats de location et des actes de vente, sont à la charge du preneur.

DAHIR DU 23 NOVEMBRE 1938 (30 ramadan 1357)

approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications aux plan et règlement d'aménagement du quartier du Plateau, à Safi.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 novembre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 15 mai 1937 (4 rebia I 1356) et l'arrêté résidentiel du 17 mars 1938 relatifs à l'organisation des mesures de protection et de sauvegarde de la population civile ;

Vu le dahir du 10 juin 1930 (12 moharrem 1349) approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règlement d'aménagement du quartier du Plateau à Safi, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte aux services municipaux de Safi, du 12 septembre au 12 octobre 1938 ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, après avis de la commission supérieure de défense passive,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier du Plateau, à Safi, telles qu'elles sont indiquées sur les plan et règlement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Safi sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 30 ramadan 1357,

(23 novembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 novembre 1938.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

DAHIR DU 23 DÉCEMBRE 1938 (1^{er} kaada 1357)

portant approbation de l'avenant n° 15 du 25 novembre 1938 à la convention de concession du port de Fedala, du 30 juillet 1913 et au cahier des charges y annexé, et autorisant la Compagnie du port de Fedala à anticiper le remboursement des obligations émises en 1921.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne !

Vu le dahir du 4 mai 1914 (8 jourmada II 1331) portant concession à la Compagnie franco-marocaine de Fedala de la construction et de l'exploitation d'un port à Fedala ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 avril 1916 (19 jourmada 1334) autorisant la substitution de la société anonyme dite « Compagnie du port de Fedala » à la « Société marocaine de Fedala » dans la concession du port de Fedala ;

Vu le dahir du 7 mai 1921 (28 chaabane 1339) autorisant une émission d'obligations de la Compagnie du port de Fedala ;

Vu l'avenant n° 15 du 25 novembre 1938 audit contrat de concession,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent dahir, l'avenant n° 15 au contrat de concession du port de Fedala, conclu le 25 novembre 1938, entre M. Normandin, directeur général des travaux publics, agissant au nom du Gouvernement chérifien, et M. de Lapeyrière, agissant au nom de la Compagnie du port de Fedala.

ART. 2. — La Compagnie du port de Fedala est autorisée à anticiper; dans la mesure prévue par ledit avenant, le remboursement des obligations émises par elle en 1921 en application du dahir susvisé du 7 mai 1921 (28 chaabane 1339).

Fait à Rabat, le 1^{er} kaada 1357,
(23 décembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

DAHIR DU 28 DÉCEMBRE 1938 (6 kaada 1357)
approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications
aux plan et règlement d'aménagement du quartier industriel-est, à Casablanca.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne !

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 joumada I 1332) relatif aux plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 15 mai 1937 (4 rebia I 1356) et l'arrêté résidentiel du 17 mars 1938 relatifs à l'organisation des mesures de protection et de sauvegarde de la population civile ;

Vu le dahir du 14 février 1923 (27 joumada II 1341) approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règlement d'aménagement du quartier industriel-est, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte, du 23 septembre au 23 octobre 1938, aux services municipaux de Casablanca, après avis de la commission supérieure de la défense passive,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier industriel-est, à Casablanca, telles qu'elles sont indiquées sur les plan et règlement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

RÉQUISITION DE DÉLIMITATION N° 248
concernant trois immeubles collectifs situés sur le territoire
de la tribu Ahl Rechida (Guercif).

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES,

Agissant pour le compte des collectivités Ahl Rechida, Beni Rhleften, Ahl Admeur et Oulad Sidi Mohammadine Cheikh, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des immeubles collectifs dénommés : A) « Mahiridja II » (8.000 ha.), B) « Mahiridja III » (18.000 ha.) et C) « Oulad Sidi Mohammadine Cheikh » (4.000 ha.), limitrophes entre eux, situés sur le territoire de la tribu Ahl Rechida (Guercif), consistant en terres de culture et de parcours et, éventuellement, de leurs eaux d'irrigation.

Limites :

A. — « Mahiridja II », appartenant aux Beni Rhleften, Ahl Rechida et Ahl Admeur, situé cinq kilomètres au sud-est du centre de Mahiridja.

Nord-ouest, collectif « Oulad Sidi Mohammadine Cheikh » de cette délimitation et titre foncier 1967 O. ;

Nord et est, collectif « Mahiridja » (délim. 222), puis domaine forestier ;

Sud et sud-ouest, domaine forestier alternant avec des melks Beni Rhleften, Ahl Rechida et Ahl Admeur.

B. — « Mahiridja III », limitrophe du précédent par la borne n° 1 du domaine forestier et appartenant aux mêmes collectivités.

Ouest et nord-ouest, collectif « Oulad Sidi Mohammadine Cheikh » (la limite partant de Ras-el-Oued-el-Ahmar, passe par Nif-Ziane, le djebel Rabia, et rejoint la (B. 1) du domaine forestier) ;

Nord, domaine forestier ;

Est, melks des Beni Riis, puis melk ou collectif des Oulad Sidi Mohamed ben Ahmed (Debdou) ;

Sud, collectif des Oulad Jerrar (Outat-Oulad-el-Hajj). Enclave forestière de 300 hectares environ.

C. — « Oulad Sidi Mohammadine Cheikh », limitrophe du précédent et appartenant à la collectivité des Oulad Sidi Mohammadine Cheikh.

Nord, collectif « Mahiridja » (délim. 222) et titre foncier 1967 O. ;

Est, collectifs « Mahiridja II » et « III » précités ;

Sud, oued El Ahmar ;

Ouest, collectif « Aïn Guettara » (délim. 193).

Ces limites sont indiquées par un liséré rose sur le croquis annexé à l'original de la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires politiques, il n'existe aucune enclave privée, ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation, dans le cas où interviendrait l'arrêté viziriel les ordonnant, commenceront le 28 mars 1939, à 9 heures, à la borne B. 1 du domaine forestier, angle ouest du collectif « Mahiridja II » et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 25 septembre 1938.

SICOT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 OCTOBRE 1938

(9 chaabane 1357)

ordonnant la délimitation de trois immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu Ahl Rechida (Guercif).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu la requête du directeur des affaires politiques, en date du 25 septembre 1938, tendant à fixer au 28 mars 1939 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés : A) « Mahiridja II » (8.000 ha.), B) « Mahiridja III » (18.000 ha.) et C) « Oulad Sidi Mohammadine Cheikh » (4.000 ha.), limitrophes entre eux, situés sur le territoire de la tribu Ahl Rechida (Guercif),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux dispositions du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs dénommés : A) « Mahiridja II » (8.000 ha.), B) « Mahiridja III » (18.000 ha.) et C) « Oulad Sidi Mohammadine Cheikh » (4.000 ha.), limitrophes entre eux, situés sur le territoire de la tribu Ahl Rechida (Guercif).

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 28 mars 1939, à neuf heures, à la borne B. 1 du domaine forestier, angle ouest du collectif « Mahiridja II », et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

*Fait à Rabat, le 9 chaabane 1357,
(4 octobre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 octobre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 OCTOBRE 1938

(15 chaabane 1357)

homologuant les opérations de la délimitation n° 368 de l'immeuble collectif dénommé « Souïlah des Oulad Sidi Cheikh », situé sur le territoire de la tribu Haouz (Marrakech-banlieue).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 juillet 1933 (4 rebia II 1352) ordonnant la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Souïlah des Oulad Sidi Cheikh », situé sur le territoire de la tribu Haouz (Marrakech-banlieue) ;

Attendu que la délimitation de l'immeuble susnommé a été effectuée à la date fixée et que toutes les formalités antérieures et postérieures à cette opération, prescrites par

les articles 3, 4, 5 et 7 du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), ont été accomplies dans les délais légaux ;

Vu le procès-verbal, en date du 8 février 1934, établi par la commission prévue à l'article 2 dudit dahir qui a procédé aux opérations de délimitation ;

Vu les avenants, en date des 14 avril et 6 septembre 1937, au procès-verbal susvisé ;

Vu l'erratum en date du 25 mai 1934 audit procès-verbal ;

Vu le certificat établi par le conservateur de la propriété foncière de Marrakech, à la date du 27 janvier 1938, conformément aux prescriptions de l'article 8 du dahir précité du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), et attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre de l'immeuble délimité, comme il est dit ci-dessus ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation dudit périmètre n'a fait l'objet du dépôt d'une réquisition d'immatriculation ;

Vu le plan sur lequel est indiqué par un liséré rose l'immeuble collectif délimité ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, tuteur des collectivités indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) les opérations de délimitations de l'immeuble collectif dénommé « Souïlah des Oulad Sidi Cheikh », situé sur le territoire de la tribu Haouz (Marrakech-banlieue).

ART. 2. — Cet immeuble, constitué par trois parcelles, appartenant à la collectivité des Oulad Sidi Cheikh, a une superficie approximative de mille cent trente-six hectares vingt-sept ares (1.136 ha. 27 a.) ;

Ses limites sont et demeurent fixées comme suit :

Première parcelle, cinq cent cinquante-deux hectares trente ares (552 ha. 30 a.).

De (B. 26) T. 1731 à (B. 22) T. 1731, limite commune avec le titre foncier 1731 M. ;

De (B. 22) T. 1731 à B. 1, élément droit ;

Riverain : domaine public (oued Baja Khedima) ;

De B. 1 à B. 2, séguia Targa Souïlah et, au delà, réquisition n° 4193 M. ;

De B. 2 à B. 8, mesref Agafaï jusqu'à B. 4, autres mesrefs non dénommés jusqu'à B. 7, puis séguia Souïlah et, au delà, réquisition n° 1408 M. ;

De B. 8 à B. 41, piste des Aït Immour à Sâada et, au delà, melk ou collectif des Oulad ben Azzouz ;

De B. 41 à B. 42, mesref non dénommé ;

De B. 42 à B. 43, élément droit ;

De B. 43 à B. 54, mesrefs successifs non dénommés ;

De B. 54 à B. 56, ancienne rhétara.

Riverains : réquisition 1408 M. jusqu'à B. 55, puis terrain guich des Oudaïa ;

De B. 56 à (B. 26) T. 1731, route n° 10 et, au delà, troisième parcelle.

Deuxième parcelle, quatre-vingts hectares quarante-sept ares (80 ha. 47 a.).

De B. 8 à B. 9, piste des Aït Immour à Sâada (côté nord) ;

De B. 9 à B. 14, un mesref non dénommé.
Riverains : réquisition 1408 M. jusqu'à B. 12, puis melk Ahmed ben Hassen ;

De B. 14 à B. 15, sentier entre deux mesrefs ;

De B. 15 à B. 21, mesrefs non dénommés ;

De B. 21 à B. 23, un sentier ;

De B. 23 à B. 26, mesref non dénommé ;

De B. 26 à B. 27, piste de Souk-et-Tnine des Oudaïa au souk Jemâa de Tameslouht (côté est) ;

De B. 27 à B. 29, piste du souk Es Sebt à Marrakech (côté est) ;

De B. 29 à B. 30, séguia Souïlah.

Riveraine : réquisition 1408 M. ;

De B. 30 à B. 31, mesref Er Raf et, au delà, melk ou collectif des Aït Immour ;

De B. 31 à B. 38, oued Nfis, séguia Er Raf, puis un mesref non dénommé et, au delà, melk ou collectif des Aït Immour jusqu'à B. 35, puis réquisition n° 1408 M. ;

De B. 38 à B. 39, piste du souk Et Tnine des Oudaïa à Tameslouht ;

De B. 39 à B. 8, séguia Souïlah ;

Riverain : melk ou collectif des Oulad ben Azzouz.

Troisième parcelle, cinq cent trois hectares cinquante ares (503 ha. 50 a.).

De B. 57 à (B.7) T. 1946, éléments droits, suivant sensiblement une ancienne rhétara jusqu'à B. 59 ;

Riverain : terrain guich des Oudaïa ;

De (B. 7) T. 1946 à (B. 2) T. 1946, limite commune avec le titre foncier 1946 M. ;

De (B. 2) T. 1946 à (B. 24) T. 1946, limite commune avec la parcelle du titre foncier 1946 M., à distraire de ce titre au profit de la collectivité des Oulad Sidi Cheikh, puis limite commune avec ce titre 1946 M. ;

De (B. 24) T. 1946 à (B. 15) T. 2924, limite commune avec le titre foncier 2924 M. ;

De (B. 15) T. 2924 à B. 62, piste du souk Et Tnine des Oudaïa à Marrakech (côté nord) ;

Riverain : immeuble domanial dit « Souïlah » ;

De B. 62 à B. 65, éléments droits ;

De B. 65 à B. 66, piste de Sidi Zouine à la route n° 10 ;

De B. 66 à (B. 4) T. 955, éléments droits ;

Riverain : collectif des Mrabine (Rehamna) ;

De (B. 4) T. 955 à (B. 2) T. 955, limite commune avec le titre foncier 955 M. ;

De (B. 2) T. 955 à (B. 1) T. 1731, limite commune avec le titre foncier 1731 M. ;

De (B. 1) T. 1731 à B. 57, route n° 10 et, au delà, première parcelle.

Les limites ci-dessus énoncées sont indiquées par un liséré rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 15 chaabane 1357,
(10 octobre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 octobre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 NOVEMBRE 1938

(17 ramadan 1357)

portant nomination des membres de la commission d'intérêts locaux de Moulay-Idris.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 10 novembre 1938 (17 ramadan 1357) portant création d'une commission d'intérêts locaux à Moulay-Idris ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la commission d'intérêts locaux de Moulay-Idris, à compter de la promulgation du présent arrêté, les chorfa dont les noms suivent :

Sidi Abdesselam ben Hammad Idrissi ;

Sidi Taïb ben Lahbib Idrissi ;

Abdi Mohammed ben Abdelouahad Idrissi ;

Sidi Hassane ben Boubeker Idrissi ;

Moulay Thami ben Abdeslam el Alaoui ;

Si M'Hammed ben Bennaceur Bennani Fassi ;

Sidi Abdelqader ben M'Hammed el Alaoui ;

Si Mohammed ben Mohammed Cheraïbi Fassi ;

Ahmed ben M'Hamed el Hebbari.

ART. 2. — Le premier renouvellement est fixé au 1^{er} janvier 1940.

*Fait à Rabat, le 17 ramadan 1357,
(10 novembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 novembre 1938.

Le Commissaire résident général,

NOGUES

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 NOVEMBRE 1938

(24 ramadan 1357)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition de parcelles de terrain par la ville de Sefrou.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 novembre 1932 (2 rejev 1351) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Sefrou de vingt-huit parcelles de terrain, et classant lesdites parcelles au domaine public de la ville ;

Vu le cahier des charges du 16 février 1934, approuvé le 19 avril 1934, pour parvenir à la vente sous condition résolutoire des lots de terrain constituant le secteur des villas de la ville nouvelle de Sefrou, et notamment, ses articles 16 et 17 ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 mars 1935 (26 kaada 1355) autorisant et déclarant d'utilité publique un échange immobilier entre la municipalité de Sefrou et un particulier et, notamment, son article 2 ;

Vu les procès-verbaux des commissions de valorisation des lots du secteur des villas de la ville de Sefrou, en date des 22 novembre 1937 et 28 février 1938 ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Sefrou, dans sa séance du 19 août 1938 ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue de l'élargissement de la route des Cascades, l'acquisition par la ville de Sefrou de deux parcelles de terrain appartenant à M. Moïse Lévy, d'une superficie globale de huit cent quatre-vingt-quatorze mètres carrés (894 mq.), figurées par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, au prix forfaitaire de trois mille quatre cent trente-deux francs (3.432 fr.).

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Sefrou sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 24 ramadan 1357,
(17 novembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 novembre 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

**ARRÊTE VIZIRIEL DU 19 NOVEMBRE 1938
(26 ramadan 1357)**

homologuant les opérations de délimitation des massifs boisés d'Imgrad, de Tamanar-nord et Tamanar-sud.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu les arrêtés viziriels des 3 avril 1923 (16 chaabane 1341), 19 octobre 1928 (4 joumada I 1347), 19 mars 1929 (7 chaoual 1347) et 27 juillet 1932 (22 rebia I 1351) ordonnant la délimitation des massifs boisés du contrôle civil de Mogador, des Ait Tameur et des Ida ou Tanan (contrôle civil de Mogador et territoire des affaires indigènes d'Agadir), et fixant les dates d'ouverture des opérations aux 15 juin 1923, 15 janvier 1929, 1^{er} juin 1929 et 7 novembre 1932 ;

Attendu :

1° Que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation, prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), ont été accomplies dans les délais fixés ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° Qu'aucune opposition n'a été formée contre ces opérations de délimitation ;

3° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue intéressant une parcelle comprise dans le périmètre de délimitation des massifs boisés d'Imgrad, de Tamanar-nord et de Tamanar-sud ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, le procès-verbal, en date du 25 novembre 1933, ainsi que l'additif, en date du 20 juin 1936, établis par la commission spéciale prévue à l'article 2 du même dahir déterminant les limites des immeubles en cause ;

Sur la proposition du directeur des eaux et forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), telles qu'elles résultent du procès-verbal et de l'additif établis par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 dudit dahir, les opérations de délimitation des massifs boisés d'Imgrad, de Tamanar-nord et de Tamanar-sud (poste de contrôle civil de Tamanar et bureau des affaires indigènes d'Imouzèr des Ida ou Tanan).

ART. 2. — Sont, en conséquence, définitivement classés dans le domaine forestier de l'Etat, les immeubles dits :

« Forêt d'Imgrad », d'une superficie approximative de 4.500 hectares ;

« Forêt de Tamanar-nord », d'une superficie approximative de 4.855 hectares ;

« Forêt de Tamanar-sud », d'une superficie approximative de 30.950 hectares,

dont les limites sont figurées par un liséré vert sur les plans annexés au procès-verbal de délimitation et à l'original du présent arrêté.

ART. 3. — Sont reconnus aux indigènes des tribus riveraines énoncées aux arrêtés viziriels susvisés des 3 avril 1923 (16 chaabane 1341), 19 octobre 1928 (4 joumada I 1347), 19 mars 1929 (7 chaoual 1347) et 27 juillet 1932 (22 rebia I 1351), les droits d'usage au parcours des troupeaux, au ramassage du bois mort et à la récolte des fruits d'arganier pour les besoins de la consommation domestique, ainsi qu'au labour des parcelles déjà mises en culture, sous réserve que ces droits ne pourront être exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 26 ramadan 1357,

(19 novembre 1938).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 novembre 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

RÉQUISITION DE DÉLIMITATION

concernant les massifs boisés de l'annexe de Ouarzazate (tribus Ouneïn, Ihouzioua, Tifnout, Aït Azilal, Zagmouzen et Sektana).

LE DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 portant règlement sur la délimitation du domaine de l'État, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 septembre 1915 sur l'administration du domaine de l'État,

Requiert la délimitation des massifs boisés de l'annexe de Ouarzazate, situés sur le territoire des tribus Ouneïn, Ihouzioua, Tifnout, Aït Azilal, Zagmouzen, Sektana.

Les droits d'usage qu'y exercent les indigènes riverains sont ceux de parcours des troupeaux et de ramassage de bois mort pour les besoins de la consommation domestique.

Les opérations commenceront le 1^{er} mars 1939.

Rabat, le 15 novembre 1938.

BOUDY.

* * *

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 NOVEMBRE 1938

(26 ramadan 1357)

ordonnant la délimitation des massifs boisés de l'annexe de Ouarzazate.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement sur la délimitation du domaine de l'État, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la réquisition du directeur des eaux et forêts, en date du 15 novembre 1938, relative à la délimitation des massifs boisés de l'annexe de Ouarzazate,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé, conformément aux dispositions du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), à la délimitation des massifs boisés de l'annexe de Ouarzazate, situés sur le territoire des tribus Ouneïn, Ihouzioua, Tifnout, Aït Azilal, Zagmouzen, Sektana.

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 1^{er} mars 1939.

Fait à Rabat, le 26 ramadan 1357,

(19 novembre 1938).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 novembre 1938.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 23 DÉCEMBRE 1938

(1^{er} kaada 1357)

relatif à l'exploitation du service public de distribution d'eau dans la ville de Fedala.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 19 juillet 1929 (12 safar 1348) portant création d'une Régie des exploitations industrielles du Protectorat et, notamment, l'article 1^{er} ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics et du directeur des affaires politiques,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} janvier 1939, est confiée à la Régie des exploitations industrielles du Protectorat l'exploitation du service public de distribution d'eau dans la ville de Fedala.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics, président du conseil d'administration de la Régie des exploitations industrielles du Protectorat, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 1^{er} kaada 1357,
(23 décembre 1938).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Office des familles nombreuses françaises.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 4 juillet 1928 portant création d'un Office des familles nombreuses françaises et, notamment, son article 3 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 4 février 1937 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Office des familles nombreuses françaises.

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Sont maintenus ou nommés membres du conseil d'administration de l'Office des familles nombreuses françaises pour une période de deux années à compter du 1^{er} janvier 1939 :

MM. Bernaudat, président de la Fédération des Unions de familles françaises nombreuses du Maroc ;
Costantini, président de l'Union des familles françaises nombreuses de Rabat ;
Blanc, président de l'Union des familles françaises nombreuses de Casablanca ;
Isnard, président de l'Union rurale des familles françaises nombreuses de Fès ;

MM. Mohring, président de l'Union des familles françaises nombreuses de Taza ;
Morlot, président de l'Union des familles françaises nombreuses de Berkane.

ART. 2. — Sont maintenus ou nommés membres suppléants du conseil d'administration de l'Office des familles nombreuses françaises pour une période de deux années à dater du 1^{er} janvier 1939 :

MM. Luccioni, vice-président de la Fédération des Unions de familles françaises nombreuses du Maroc, suppléant de M. Bernaudat ;
Neigel, vice-président de la Fédération des Unions de familles françaises nombreuses du Maroc, suppléant de M. Costantini ;
Paolantonacci, vice-président de l'Union des familles françaises nombreuses de Casablanca, suppléant de M. Blanc ;
Cormier, président de l'Union des familles françaises nombreuses d'Aïn-Taoujdat, suppléant de M. Isnard ;
Decrop, président de l'Union des familles françaises nombreuses de Tanger, suppléant de M. Mohring ;
Morgat, président de l'Union des familles françaises nombreuses de Safi, suppléant de M. Morlot.

Rabat, le 24 décembre 1938.

NOGUES.

ARRÊTÉ DU DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
fixant le taux des indemnités servies sur les budgets des services municipaux aux médecins chargés de la direction des bureaux d'hygiène.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT, Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 juin 1935 fixant, à compter du 1^{er} juillet 1935, le taux des indemnités servies sur les budgets des services municipaux, aux médecins chargés de la direction des bureaux d'hygiène ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques et du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du 26 juin 1935 est modifié ainsi qu'il suit :

« Ville de Meknès

« Taux annuel de l'indemnité 10.800 fr. »

ART. 2. — Le directeur des affaires politiques et le directeur de la santé et de l'hygiène publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 1^{er} juillet 1938.

Rabat, le 19 décembre 1938.

J. MORIZE.

ARRÊTÉ DU MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,
portant agrément des docteurs en médecine et chirurgiens-dentistes français diplômés dans le cabinet desquels le stage dentaire peut être accompli.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 février 1933 portant organisation du stage dentaire en zone française du Maroc et, notamment, son article 3 ;

Vu l'avis du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 19 décembre 1938,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont agréés pour recevoir dans leur cabinet dentaire, des stagiaires au cours de l'année scolaire 1938-1939, les docteurs en médecine et les chirurgiens-dentistes ci-après désignés :

Casablanca. — Ben Assayag Salomon, M^{me} Berge, née Fieux, M. Dupont Georges, M^{me} Caby, née Ichard, MM. Eymeri Pierre, Grand Paul, Magneville André, Pellegrino Lucien.

Fès. — MM. Franc Louis, Schneider Tony.

Marrakech. — M. Caillères Jean.

Meknès. — MM. Allaires René, Cantalou Jacques, Marty René.

Oujda. — MM. Jouanne Paul, Matherat Albert.

Port-Lyautey. — M. Rigot Camille.

Rabat. — MM. Billot Daniel, Lesbat Emmanuel, Penet Robert.

Taza. — M. Bricheateau Étienne.

Rabat, le 27 décembre 1938.

J. MORIZE.

DECISION DU DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT
fixant les indemnités attribuées aux patrons, employés et ouvriers, membres du conseil de prud'hommes de Rabat.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 27 avril 1937 portant création d'un conseil de prud'hommes à Rabat, et spécialement son article 5 ;

Après avis émis par la commission municipale de Rabat, dans sa séance du 1^{er} décembre 1938 ;

Sur la proposition du chef des services municipaux de Rabat, après avis du directeur général des finances et du directeur des affaires politiques,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Une indemnité de quarante francs (40 fr.) est allouée aux patrons, employés et ouvriers membres du conseil de prud'hommes de Rabat pour chaque audience de ce conseil à laquelle ils assisteront.

ART. 2. — Cette indemnité est mandatée trimestrielle-ment et à termes échu sur production d'un état détaillé des sommes dues à chaque membre et certifié par le juge de paix, président du conseil.

ART. 3. — La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget municipal de la ville de Rabat.

Rabat, le 29 décembre 1938.

J. MORIZE.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

relatif à la réglementation des extractions de sable ou de matériaux quelconques sur le domaine public maritime.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété et, notamment, l'article 6 ;

Vu le dahir du 2 novembre 1926 sur la police du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1928 réglementant les extractions de sable ou de matériaux quelconques sur le domaine public maritime aux environs de Casablanca, modifié par les arrêtés des 16 juillet 1929, 10 décembre 1931 et 17 août 1932 et, notamment, l'article 3 fixant la redevance à payer par mètre cube de matériaux à extraire ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1930 réglementant les extractions de sable ou de matériaux quelconques sur le domaine public maritime aux environs de Rabat et de Salé, modifié par l'arrêté du 17 août 1932 et, notamment, l'article 3 fixant la redevance à payer par mètre cube de matériaux à extraire ;

Vu l'arrêté du 20 février 1928 réglementant les extractions de sable ou de matériaux quelconques sur le domaine public maritime aux environs de Mazagan, modifié par l'arrêté du 17 août 1932 et, notamment, l'article 3 fixant les redevances à payer par mètre cube de matériaux à extraire ;

Vu l'arrêté du 7 juin 1924 réglementant les extractions de sable ou de matériaux quelconques sur le domaine public maritime aux environs de Mogador, modifié par les arrêtés des 22 novembre 1929 et 17 août 1932 et, notamment, l'article 3 fixant les redevances à payer par mètre cube de matériaux à extraire ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1933 réglementant les extractions de sable et matériaux quelconques sur le domaine public maritime aux environs de Safi et, notamment, l'article 3 fixant les redevances à payer par mètre cube de matériaux à extraire ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1938 fixant uniformément à un franc les redevances à payer par mètre cube de matériaux à extraire et, notamment, l'article 2,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'entrée en vigueur de l'arrêté susvisé du 18 novembre 1938 est reportée au 1^{er} janvier 1939.

Rabat, le 16 décembre 1938.

NORMANDIN.

DÉCISION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant agrément d'un médecin pour la délivrance du certificat médical en vue de l'obtention du certificat de capacité pour la conduite des véhicules affectés à des transports en commun, ou dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la conservation de la voie publique et la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 29 relatif à la délivrance des certificats de capacité ;

Vu la décision du 13 novembre 1931 agréant divers médecins résidant dans les centres immatriculateurs pour la délivrance des certificats médicaux nécessaires à l'obtention des certificats de capacité pour la conduite, soit des véhicules affectés à des transports en commun, soit des véhicules dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos, et fixant le tarif des visites ;

Sur la proposition du directeur de la santé et de l'hygiène publiques.

DÉCIDE :

ARTICLE UNIQUE. — M. le médecin-capitaine Prat Paul, médecin-chef du territoire du Tafilalèi, à Ksar-es-Souk, est chargé des visites médicales en vue de l'établissement des certificats médicaux nécessaires à l'obtention des certificats de capacité pour la conduite soit des véhicules affectés à des transports en commun, soit des véhicules dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos.

Rabat, le 23 décembre 1938.

P. le directeur général des travaux publics,

Le directeur adjoint,

PICARD.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES fixant le taux de la taxe compensatrice de stockage pour les sucres.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 septembre 1938 relatif à la constitution d'un stock permanent de sucre et, notamment, son article 12 ;

Après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la taxe compensatrice de stockage à percevoir sur les sucres dispensés de l'obligation de stockage dans les conditions fixées à l'article 12 du dahir susvisé du 24 septembre 1938, est fixé à huit francs par quintal net.

ART. 2. — Le service des douanes et régies assure la liquidation et la perception de cette taxe suivant les règles applicables en matière de droits de douane.

ART. 3. — La taxe est exigible sur les importations effectuées depuis le 1^{er} novembre 1938.

ART. 4. — Le chef du service du commerce et de l'industrie et le directeur des douanes et régies sont chargés de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 24 décembre 1938.

BILLET.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
fixant le taux de la taxe compensatrice de stockage
pour les laits en boîtes.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 septembre 1938 relatif à la constitution d'un stock permanent de laits en boîtes et, notamment, son article 12 ;
Après avis du directeur général des finances,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la taxe compensatrice de stockage à percevoir sur les laits en boîtes dispensés de l'obligation de stockage dans les conditions fixées à l'article 12 du dahir susvisé du 24 septembre 1938, est fixé à douze francs par quintal brut à nu.

ART. 2. — Le service des douanes et régies assure la liquidation et la perception de cette taxe suivant les règles applicables en matière de droits de douane.

ART. 3. — La taxe est exigible sur les importations effectuées depuis le 1^{er} novembre 1938.

ART. 4. — Le chef du service du commerce et de l'industrie et le directeur des douanes et régies sont chargés de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 24 décembre 1938.

BILLET.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
relatif à la rétrocession des alcools acquis par le Bureau
des vins et des alcools.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 16 juillet 1938 relatif à l'organisation du Bureau des vins et des alcools ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 juillet 1938 tendant à faciliter la résorption des excédents de vin et, notamment, ses articles 3 et 17 ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 1938 fixant le prix de vente des alcools cédés par l'Etat ;

Après avis du directeur général des finances,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les négociants désireux d'acquiescer dans les conditions prévues aux articles 1^{er}, 2, 4 et 5 de l'arrêté susvisé du 24 octobre 1938, les stocks d'alcool dont dispose le Bureau des vins et des alcools à la date du 31 décembre 1938, doivent adresser leur demande à cet établissement avant le 9 janvier 1939.

ART. 2. — Le chef du Bureau des vins et des alcools est chargé de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 27 décembre 1938.

BILLET.

COMMISSION D'AVANCEMENT
du personnel de la trésorerie générale.

Ont été élus en qualité de représentants du personnel :

Receveurs particuliers du Trésor

Représentant titulaire : M. Benausse Hubert ;
Représentant suppléant : néant.

Receveurs adjoints du Trésor

Représentant titulaire : M. Berger Gaëtan ;
Représentant suppléant : M. Monnier Edouard.

Commis principaux et commis

Représentant titulaire : M. Colombier André ;
Représentant suppléant : M. Moralès Pierre.

COMMISSION D'AVANCEMENT
et conseil de discipline du personnel de l'enseignement
du second degré.

Ont été élus en qualité de représentants du personnel :

I. — ENSEIGNEMENT EUROPÉEN DU SECOND DEGRÉ.

Catégorie a :

Représentant titulaire : M. Roby André ;
Représentant suppléant : M. Le Meur Jacques.

Catégorie b :

Représentant titulaire : M. Fresneau André ;
Représentant suppléant : M^{lle} Salomon Germaine.

Catégorie c :

Représentants titulaires : M^{me} Attuyt Simone ;
M. Badiou Raymond ;
Représentants suppléants : M. Lavant Pierre ;
M. Germain Gabriel.

Catégorie d :

Représentants titulaires : M. Paret Alexandre ;
M^{me} Godefroy Mathilde ;
Représentants suppléants : M. Barea Dominique ;
M. Fardel Jean.

Catégorie e :

Représentant titulaire : M. Mattei Pierre ;
Représentant suppléant : M^{me} Jager Jérphine.

II. — ENSEIGNEMENT MUSULMAN DU SECOND DEGRÉ.

Catégorie a :

Représentant titulaire : néant ;
Représentant suppléant : néant.

Catégorie b :

Représentant titulaire : M. Vannier Raymond ;
Représentant suppléant : néant.

Catégorie c :

Représentants titulaires : 1^o M. Foglizzo Marcel ;
2^o néant ;
Représentant suppléant : néant.

Catégorie d :

Représentants titulaires : M. Narquet Léopold ;
M. Badri Ammar ;
Représentants suppléants : M. Khelladi Abdelkader ;
M. Roussel Jean.

Catégorie e :

Représentant titulaire : néant ;
Représentant suppléant : néant.

COMITÉ CONSULTATIF
du mouvement, conseil de discipline et commission
d'avancement du personnel de l'enseignement primaire.

Ont été élus en qualité de représentants du personnel :

I. — ENSEIGNEMENT EUROPÉEN ET ISRAËLITE.

a) *Instituteurs*

Représentant titulaire : M. Pompei Auguste ;
1^o Représentant suppléant : M. Le Goulard Lucien ;
2^o Représentant suppléant : M. Benistant Justin.

b) *Institutrices*

Représentant titulaire : M^{me} Vieilly Catherine ;
1^o Représentant suppléant : M^{me} Rouché Jeanne ;
2^o Représentant suppléant : M^{lle} Gauthier Elise.

II. — ENSEIGNEMENT MUSULMAN.

a) *Instituteurs*

Représentant titulaire : M. Four Claudius ;
Représentant suppléant : M. Cassadou Joseph.

b) *Institutrices*

Représentant titulaire : M^{me} Conrad Yvonne ;
Représentant suppléant : M^{lle} Bozzi Marie.

RÉSULTAT DE L'EXAMEN
pour l'emploi de vérificateur adjoint stagiaire
des poids et mesures.

Par arrêté du directeur des affaires économiques, en date du 21 décembre 1938, ont été déclarés admis à l'examen d'aptitude professionnelle pour l'emploi de vérificateur adjoint stagiaire des poids et mesures des 11 et 12 octobre 1938, par ordre de mérite :

- MM. ODEZÈNE Jean (emploi réservé);
- FERRIER Marcel.

**PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS
PUBLIQUES DU PROTECTORAT**

**MOUVEMENTS DE PERSONNEL
DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT.**

JUSTICE FRANÇAISE

SECRETARIATS DES JURIDICTIONS FRANÇAISES

Par arrêté du premier président de la cour d'appel, en date du 16 décembre 1938, est promu, à compter du 1^{er} août 1938 :

Interprète judiciaire de 3^e classe du cadre spécial

M. RAHALI LAKDAR, interprète judiciaire de 4^e classe du cadre spécial.

* * *

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Par arrêté du directeur de la sécurité publique, en date du 15 octobre 1938, M. FEUGAS Louis, commissaire de police de 4^e classe du cadre métropolitain, placé en service détaché au Maroc, est nommé commissaire de police de 4^e classe au service de la police générale, à compter du 16 août 1938.

Par arrêté du directeur de la sécurité publique, en date du 24 novembre 1938, M. GAUTHE Etienne, inspecteur hors classe (2^e échelon), est placé d'office dans la position de disponibilité, à compter du 24 novembre 1938.

Par arrêté du directeur de la sécurité publique, en date du 8 novembre 1938, M. ADDI BEN MOUDEN BEN HAMIDA, gardien de la paix de 3^e classe, est licencié de ses fonctions pour inaptitude physique, à compter du 1^{er} novembre 1938, et rayé des cadres du personnel des services actifs de la police générale à cette même date.

Par arrêté du directeur de la sécurité publique, en date du 8 novembre 1938, M. BOILLOT-Félix, gardien de la paix stagiaire, est licencié de ses fonctions pour incapacité professionnelle, à compter du 1^{er} décembre 1938.

ADMISSION A LA RETRAITE

Par arrêté viziriel en date du 23 décembre 1938, M. Vigne Laurent-Joseph-Alphonse, receveur particulier du Trésor, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} octobre 1938, au titre d'ancienneté de services.

Par arrêté viziriel en date du 23 décembre 1938, M. Marcaggi Antoine, sous-brigadier des eaux et forêts, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} décembre 1938, au titre d'ancienneté de services.

Par arrêté viziriel en date du 23 décembre 1938, M. Pelegry Etienne-Jean, commis principal des douanes, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} janvier 1939, au titre d'ancienneté de services.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
DES BEAUX-ARTS ET DES ANTIQUITÉS

BOURSES D'INTERNAT PRIMAIRE EN 1939.

Les fonctionnaires, colons ou personnes résidant dans des régions éloignées de tout établissement scolaire, qui sollicitent en faveur de leurs enfants des bourses d'internat primaire ou des bourses de demi-pension dans les cantines scolaires (1^o nouvelles demandes de bourses ; 2^o renouvellement de bourses) en application des arrêtés viziriels des 15 mars 1934 (B.O. n° 1116, du 15 mars 1934), 22 août 1934 (B.O. n° 1841, du 1^{er} septembre 1934) et du 4 mars 1937 (B.O. n° 1275, du 2 avril 1937) sont priés de vouloir bien adresser, avant le 1^{er} avril leurs dossiers au chef de la région, du territoire ou de la circonscription autonome, présidents des commissions locales d'attribution des bourses.

Les demandes qui parviendraient après le 1^{er} avril ne pourraient pas être examinées.

NOTA. — Il est rappelé aux familles qu'elles doivent fournir :

- 1^o Pour la première demande de bourse :
 - a) Une demande de bourse sur papier timbré à 4 francs écrite et signée par le père de famille et indiquant le degré d'instruction de l'enfant ;
 - b) Un imprimé spécial (feuille verte double. Imprimé fourni sur demande par le chef de région) ;
 - c) Extrait d'acte de naissance du candidat sur timbre ;
- 2^o Pour toute demande de renouvellement de bourse :
 - a) Une demande de renouvellement de bourse sur papier timbré à 4 francs. Les parents doivent indiquer sur cette demande le montant de la bourse allouée pendant les années scolaires précédentes à leur enfant, ainsi que l'internat primaire où ce dernier était affecté ;
 - b) L'imprimé spécial, demande de bourse (feuille verte double). Seules peuvent prétendre à une bourse d'internat primaire, les familles habitant des centres non pourvus d'école primaire.

NOTE IMPORTANTE. — Les élèves admis au *certificat d'études primaires élémentaires* ou au C.P.D. dans le courant de l'année 1939 ne pourront obtenir une bourse d'internat primaire (renouvellement ou autre).

DATES DES EXAMENS EN 1939.

- 1^o Brevet élémentaire, section normale (1^{re} année) et brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale).
- 2^o Brevet d'enseignement primaire supérieur (sections spéciales).

1^{re} session

- 1^o Les examens du brevet élémentaire et section normale (1^{re} année) et du brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale), auront lieu le lundi 12 juin 1939.

Les dossiers doivent être parvenus à la direction générale de l'instruction publique à Rabat avant le 15 mai par l'intermédiaire des chefs d'établissements. Passé cette date, aucune demande ne sera acceptée.

- 2^o Les examens du brevet d'enseignement primaire supérieur (sections spéciales)

Sections : industrielle, commerciale, agricole, auront lieu le vendredi 9 juin 1939.

Les dossiers doivent être parvenus à la direction générale de l'instruction publique à Rabat avant le 15 mai, dernier délai, par l'intermédiaire du chef d'établissement.

2^e session

- 1^o Les examens du brevet élémentaire et du brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale) auront lieu le lundi 2 octobre 1939.

2° Les examens du brevet d'enseignement primaire supérieur (sections spéciales)

Sections : industrielle, commerciale, agricole, auront lieu le vendredi 6 octobre 1939.

Les dossiers de ces examens doivent être parvenus à la direction générale de l'instruction publique à Rabat avant le 1^{er} septembre 1939. Passé cette date, aucune demande ne sera acceptée.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 5 JANVIER 1939. — *Tertib indigène 1938* : Safi R.S., pachalik.

LE 9 JANVIER 1939. — *Patentes et taxe d'habitation 1937* : Fès-médina, 3^e émission ; Agadir, 4^e émission.

Patentes et taxe d'habitation 1938 : Casablanca-centre, 3^e émission ; Fès-ville nouvelle, 2^e émission ; Rabat-nord, 3^e émission.

Patentes 1937 : Mazagan, 5^e émission.

Patentes 1938 : Azrou, 2^e émission ; Khemissèt, 2^e émission ; El-Aïoun, 2^e émission ; contrôle civil de Moulay-Bouazza, 2^e émission ; Casablanca-centre, 4^e émission ; Berguent, 2^e émission.

Taxe urbaine 1938 : Casablanca-sud, 2^e émission.

LE 16 JANVIER 1939. — *Patentes 1938* : Marrakech-médina (corporations).

Rabat, le 3 janvier 1939.

Le chef du service des perceptions,
et recettes municipales,
PIALAS.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

SERVICE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES

Office marocain de la main-d'œuvre

Semaine du 19 au 25 décembre 1938.

STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS				TOTAL	DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES				TOTAL	OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				TOTAL
	HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES		
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains	
Casablanca	46	29	19	47	141	3	4	6	»	13	5	»	13	5	23
Fès	1	5	2	12	20	3	1	»	11	15	»	4	1	»	5
Marrakech	»	6	»	6	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meknès	1	5	1	1	8	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Oujda	»	»	»	3	3	»	2	»	»	2	»	»	»	»	»
Port-Lyautey	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Rabat	1	9	»	16	26	5	33	1	34	73	»	»	»	»	»
TOTAUX.....	49	54	22	85	210	12	40	7	45	104	5	4	14	5	28

RESUME DES OPERATIONS DE PLACEMENT

Pendant la semaine du 19 au 25 décembre 1938, les bureaux de placement ont procuré du travail à 210 personnes contre 231 pendant la semaine précédente et 165 pendant la semaine correspondante de l'année 1937.

Le nombre total des demandes d'emploi non satisfaites a été de 104 contre 105 pendant la semaine précédente et 202 pendant la semaine correspondante de l'année 1937.

Au point de vue des professions, les placements réalisés se répartissent de la manière suivante :

Forêts et agriculture	3
Vêtements, travail des étoffes, plumes et pailles.....	3
Cuir et peaux	2
Industries du bois.....	12
Industries métallurgiques et travail des métaux.....	3
Industries du bâtiment et des travaux publics.....	12
Manutentionnaires et manœuvres.....	21
Commerce de l'alimentation	9
Professions libérales et services publics	21
Services domestiques	124

Total..... 210

CHOMAGE

Etat des chômeurs européens inscrits dans les principaux bureaux de placement

VILLES	HOMMES	FEMMES	TOTAL	TOTAL de la semaine précédente	DIFFÉRENCE
Casablanca	1.780	54	1.834	1.865	- 31
Fès	8	1	9	14	- 5
Marrakech	33	7	40	44	- 4
Meknès	24	4	28	27	+ 1
Oujda	14	0	14	16	- 2
Port-Lyautey ..	23	2	25	29	- 4
Rabat	283	52	335	331	+ 4
TOTAUX....	2.155	120	2.285	2.326	- 41

Au 25 décembre 1938, le nombre total des chômeurs européens inscrits dans les divers bureaux de placement du Protectorat était de 2.285, contre 2.326 la semaine précédente, 2.297 au 27 novembre dernier et 2.877 à la fin de la semaine correspondante du mois de décembre 1937.

Si l'on rapproche le nombre des chômeurs inscrits du chiffre de la population européenne de l'ensemble des localités où l'assistance aux chômeurs est organisée, on constate que la proportion, au 25 décembre 1938 est de 1,52 %, alors que cette proportion était de 1,53 % pendant la semaine correspondante du mois dernier, et de 1,91 % pendant la semaine correspondante du mois de décembre 1937.

ASSISTANCE AUX CHOMEURS

Nombre moyen journalier des chômeurs européens qui ont reçu, pour eux et leurs familles, une assistance en vivres (repas ou bons de vivres)

VILLES	CHOMEURS CÉLIBATAIRES		CHOMEURS CHEFS DE FAMILLE		PERSONNES A CHARGE		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Casablanca	8	»	84	»	117	177	386
Fès	1	»	2	»	3	2	8
Marrakech	4	1	12	2	31	30	80
Meknès	5	»	7	3	9	18	42
Oujda	»	»	6	»	28	6	40
Port-Lyautey ..	2	1	5	»	4	8	20
Rabat	19	»	58	»	85	117	279
TOTAL.....	39	2	174	5	277	358	855

Assistance aux chômeurs et miséreux indigènes par les Sociétés musulmanes de bienfaisance.

A Casablanca, 4.441 repas ont été distribués.

A Marrakech, 1.494 chômeurs et miséreux ont été hébergés, il leur a été distribué 4.483 repas.

A Meknès, 2.330 repas ont été servis.

A Oujda, il a été procédé à la distribution de 974 repas.

A Port-Lyautey, il a été servi 2.127 repas, distribué 252 kilos de farine et 1.857 rations de soupe.

A Rabat, 2.394 repas ont été servis. En outre, la municipalité a distribué une moyenne journalière de 890 rations de soupe à des miséreux.

BEDEL & C^{IE}**DÉMÉNAGEMENTS - GARDE-MEUBLE****CASABLANCA**

téléph. : A. 56.06

RABAT

téléph. : R. 37.21

MAROC - DÉMÉNAGEMENTS**MAISON E. BRUN**

2, Rue Clemenceau - CASABLANCA - Téléphone A 46-84

GARDE-MEUBLES

Téléph. A 45-84

PERSONNEL SPÉCIALISÉ**CABINET ELMANDJRA**

6, Rue Chénier - CASABLANCA - Téléph. A 54-18

TOUTES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

**DÉMÉNAGEMENTS POUR TOUT LE MAROC
PAR CAMIONS TRÈS RAPIDES**

L. COSSO-GENTIL

9, rue de Mazagan — RABAT

Téléphone : 25.11

**TARIFS SPÉCIAUX pour MM. les Fonctionnaires
et Officiers**

GARDE-MEUBLES PUBLIC

RABAT. — IMPRIMERIE OFFICIELLE.